

L'OCDE : « L'alcool tue de plus en plus »

ASSUÉTUDES Un rapport exige que les pays luttent efficacement contre l'abus de boisson

► Un jeune de moins de 15 ans sur deux a déjà connu l'ivresse.

► L'abus entraîne un « coût massif » pour les sociétés.

La consommation d'alcool à risque est en augmentation chez les jeunes et chez les femmes, « en partie parce que les boissons alcoolisées sont devenues plus aisément disponibles et plus accessibles financièrement, et qu'elles font l'objet de campagnes de publicité efficaces », selon un nouveau rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) rendu public mardi.

Il indique que la recrudescence des comportements à risque en matière d'alcool représente une tendance préoccupante, car associée à des taux plus élevés d'accidents de la circulation et de violence, ainsi qu'à un risque accru de maladies graves et chroniques. Il montre en outre que plusieurs mesures peuvent permettre de réduire la consommation d'alcool, qu'elle soit régulière

ou épisodique, ainsi que la dépendance, comme les conseils personnalisés aux gros buveurs, une augmentation des taxes, un relèvement des prix, un durcissement de la réglementation sur la vente de boissons alcoolisées ou un renforcement des contrôles visant l'alcool au volant.

« Le coût pour la société et pour l'économie d'une consommation excessive d'alcool est massif. Ce rapport montre clairement que des politiques, même coûteuses, de prévention de l'alcoolisme sont rentables à long terme », explique

le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría.

Aujourd'hui, la consommation moyenne d'alcool d'un adulte dans les pays de l'OCDE est estimée à environ dix litres d'alcool pur par habitant et par an, ce qui représente plus de cent bouteilles de vin. Mais cette moyenne cache une disparité : la majeure partie de la consommation d'alcool est imputable aux vingt pour cent de la population qui boivent le plus. Les jeunes, et particulièrement les femmes, ont augmenté leur consommation : la proportion d'enfants de moins de 15 ans qui

ont été en état d'ébriété au moins une fois a fait un bond dans les années 2000, passant de 30 % à 43 % chez les garçons et de 26 % à 41 % chez les filles.

Cinquième cause de décès

Au total, les hommes ayant un faible niveau d'éducation sont plus exposés au risque de forte alcoolisation. L'abus d'alcool est l'une des premières causes de décès et d'invalidité, tuant un plus grand nombre d'individus de par le monde que le virus du sida, la violence et la tuberculose réunis. Entre 1990 et 2010, l'usage nocif de l'alcool est passé du huitième au cinquième rang des principales causes de décès et d'invalidité dans le monde. Des mesures peuvent réduire les taux de surconsommation et de dépendance à l'alcool de 5 à 10 %. Les actions engagées devraient cibler avant tout les gros buveurs, par exemple à travers les médecins qui peuvent convaincre leurs patients de commencer à s'attaquer au problème, et par l'application plus stricte des règles interdisant l'alcool au volant pour réduire le nombre des victimes d'accidents. ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS

RÉACTION**« Un coût de 6 milliards par an »**

Martin de Duve est porte-parole du réseau

« Jeunes et alcool ».

L'OCDE qui réclame une intervention des Etats, c'est surprenant ?

Le contenu de ce rapport confirme ce que l'on sait depuis dix ans, mais il est bon qu'une organisation soucieuse du développement économique souligne que l'alcool sans limitation coûte davantage qu'il ne rapporte à une société. Soyons clairs : il ne s'agit pas de prôner la prohibition, mais de donner à tous

des moyens de rester dans une consommation raisonnée et responsable. Investir 1 euro dans la prévention rapporte 5 euros, cela a été prouvé.

Quelles sont les mesures prioritaires ?

Donner les compétences au consommateur pour comprendre comment fonctionne l'alcool. Or les chiffres concernant les jeunes et les femmes montrent que les utilisations

abusives augmentent. Le consommateur croit pouvoir contrôler en toutes circonstances, mais il se trompe. Une des mesures phare devrait d'ailleurs être d'interdire toute publicité pour ce psychotrope. On ne peut le faire pour le cannabis, le tabac ou le valium, pourquoi l'autoriser encore pour l'alcool, qui coûte

plus de 6 milliards d'euros par an à notre société en coût supplémentaire pour la Sécu, en accidents de voiture et en conséquences sociales lourdes. En Belgique, aujourd'hui, les alcooliers font absolument ce qu'ils veulent et ont fixé eux-mêmes les règles à respecter. Ils continuent à promouvoir l'usage déraisonné de l'alcool sans aucune limite. Il faut particulièrement venir en aide aux publics marginalisés et précarisés, davantage exposés. Ainsi, augmenter le prix de 10 %, une des mesures prônées par l'OCDE, ne me semble pas efficace si elle est isolée. Faire passer le prix de la vodka à prix écrasé de 7 euros à 7,70 ne va pas détourner beaucoup de consommateurs.

FR.SO